

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 17/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CITRON

**ROUTE DES GABIONS
BP 51
76700 Rogerville**

Références : à compléter par UDLH
Code AIOT : 0005800492

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2023 dans l'établissement CITRON implanté Route des Gabions BP 51 76700 Rogerville. L'inspection a été annoncée le 30/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre des travaux de mise en sécurité du stockage de « capping » issus de l'exploitation de la société CITRON à Rogerville. Ils sont encadrés par l'arrêté préfectoral du 25 juin 2021 au bénéfice d'HAROPA PORT en vue de la reconversion industrielle de l'ensemble du site anciennement occupé par la société CITRON dont la liquidation est désormais close et la société radiée du registre du commerce des sociétés.

Les prescriptions contrôlées visent la mise en œuvre des mesures de gestion (regroupement, recouvrement, fossé périphérique, géométrie du tas final) et les premières mesures de surveillance environnementale (eaux souterraines et eaux superficielles).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CITRON
- Route des Gabions BP 51 76700 Rogerville
- Code AIOT : 0005800492
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site, situé route des Gabions à Rogerville et appartenant à HAROPA PORT (ex Grand Port Maritime du Havre- GPMH), a accueilli de 1974 à 1992 des activités de fabrication d'engrais, de produits azotés et d'acide sulfurique. Ces activités ont laissé des pollutions résiduelles historiques sur site en composés azotés, phosphatés et sulfatés dans les sols et les eaux souterraines.

De 1997 à 2010, le site a accueilli l'activité de la société CITRON qui consistait à extraire des métaux lourds contenus dans les déchets en vue de leur recyclage. Ce procédé générait un résidu de combustion appelé « capping » par CITRON. Cette société était soumise à autorisation.

Le tribunal de commerce du Havre a prononcé la mise en liquidation judiciaire le 10 décembre 2010.

En 2010, il restait sur site une très grande quantité de résidus d'incinération du process CITRON (appelés capping), estimée initialement par le bureau d'étude MSE en charge de l'inventaire des déchets à 111 423T. Ces déchets ont été regroupés en 12 tas sur les emprises voisines aux bâtibulles, à proximité des tas existants et disposés en andain selon leur provenance.

Lors de travaux de réhabilitation des sols de 2019-2020, les sols présents sous et à proximité des bâtibulles, s'apparentant à des « capping », ont été déplacés par Suez, avec l'accord du GPMH et de l'inspection des installations classées, sur les tas existants, en vue de leur mise en sécurité ultérieure. En octobre 2020 et en avril 2021, le GPMH a fait procéder respectivement à un levé topographique, puis à des sondages de sol, afin d'intégrer tout ce qui s'apparente à des « capping », y compris ceux présents dans les sols. Ces éléments concluent à une estimation de 250 000T de « capping » à sécuriser.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement travaux de confinement des « capping »

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Mise en œuvre des mesures de gestion	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4	Lettre de suite préfectorale	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en œuvre des mesures de gestion	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 1 & 1.1	Sans objet
2	Mise en œuvre des mesures de gestion	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 1.2	Sans objet
3	Mise en œuvre des mesures de gestion	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 1.3	Sans objet
4	Mise en œuvre des mesures de gestion	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 1.4	Sans objet
5	Mise en œuvre des mesures de gestion	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 3	Sans objet
7	Mise en œuvre des mesures de gestion	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 5 (5.1 à 5.4)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection conduit à constater la mise en oeuvre des mesures de gestion comme prévues dans le plan de gestion, tout en respectant la géométrie du tas et la collecte des eaux météoriques.

La conservation de la mémoire et l'instauration de servitudes d'utilité publique (SUP) nécessitent un découpage cadastral permettant d'identifier l'emprise du tas de "capping" remodelé et l'élaboration d'un dossier de SUP.

Une surveillance des eaux souterraines et des eaux superficielles est à poursuivre durant les prochaines années. La collecte des résultats doit se faire au travers de l'outil dédié et dénommé GIDAF.

Un rapport final de réhabilitation est attendu par l'inspection des installations classées simultanément au dossier d'instauration de servitudes d'utilité publique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en œuvre des mesures de gestion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 1 & 1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Regroupement des « capping »
Prescription contrôlée : <p>Le Grand Port maritime du Havre transmet à l'inspection des installations classées a minima 1 mois avant le commencement des travaux le cahier des charges techniques des opérations, détaillant notamment le phasage, l'organisation spatiale envisagée et le plan d'auto surveillance du chantier. Les travaux consistent en la mise en œuvre des mesures de gestion concernant la zone d'entreposage actuelle des « capping », dont un plan est joint en annexe I du présent arrêté. Les mesures de gestion ont vocation à sécuriser d'un point de vue environnemental le stockage de « capping » dans l'attente d'une valorisation ultérieure. Les mesures de gestion, dont les objectifs et conditions sont décrits ci-dessous, sont menés dans un délai de 24 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Les « capping » sont regroupés en un seul tas, par ajout, réduisant ainsi leur emprise au sol, conformément au plan figurant en annexe II. Le maintien en place des « capping » actuellement en contact avec le sol de l'emprise finale est un prérequis. Les « capping » ne devront pas être déplacés en dehors de leur zone d'origine (annexe I) ou de leur zone finale (annexe II). Les opérations de déplacements de ces « capping » afin de les mettre dans leur configuration finale doivent être minimisés, et doivent garantir, au fur et à mesure de leur mise en place, la stabilité dans le temps du stockage final.</p> <p>Une campagne d'analyse de la qualité des sols au droit de l'emprise libérée par les « capping » est à effectuer à l'issue des travaux. Cette campagne portera a minima sur les paramètres suivants: métaux (antimoine, molybdène, cadmium, mercure, zinc, chrome, manganèse, nickel, cuivre, arsenic, plomb, lithium), HCT, HAP, BTEX, PCB, dioxines furanes.</p>
Constats : <p>A l'issue d'une réunion tenue le 18 novembre 2019, la société Grand Port Maritime du Havre (désormais dénommé HAROPA PORT) a transmis le plan de gestion actualisé dans sa version de décembre 2019 complété ultérieurement par des documents techniques (plan topographique, analyses, plan de circulation et planning initial). Une correspondance en date du 06 mars 2023 fait part d'un décalage dans la date de finalisation des travaux qui se sont finalement achevés quelques jours avant la présente inspection..</p> <p>Dans un souci de garder la mémoire et maîtriser les risques sanitaires et environnementaux, la parcelle où sont entreposés les «capping » doit faire l'objet d'une division cadatrale pour identifier l'emprise au sol du tas reconstitué et instituer des servitudes d'utilité publique.</p>
Observations : <p>Un relevé cadastral permettant de délimiter précisément le tas de «capping » et les aménagements annexes (voies de circulation et fossé périphérique pour exemples) devra être transmis à l'inspection des installations classées en complément du dossier de servitudes d'utilité publique.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise en œuvre des mesures de gestion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Recouvrement des « capping »
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une fois ces « capping » regroupés, ils sont recouverts de matériaux permettant de les isoler des pluies météoriques.</p> <p>Le recouvrement est constitué :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une couche imperméable d'épaisseur 50 cm a minima, constituée de matériau présentant une perméabilité d'au plus 1.10^{-9} m/s, en contact direct avec les capping ; - d'une couche d'épaisseur 20 cm a minima, constituée de matériaux sablonneux - d'une couverture végétale type herbe (pas de racine en profondeur) <p>Les matériaux utilisés pour le recouvrement proviennent de Seine Maritime. Ils doivent être inertes, au sens de l'arrêté du 12 décembre 2014 et devront faire l'objet d'une levée de doute conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites potentiellement pollués. Ils ne doivent pas contenir d'amiante, de dioxines furannes, de solvants chlorés ou tout autre polluant. Ces données doivent être tenues à la disposition de l'inspection des installations classées à tout moment.</p> <p>Si nécessaire, l'entreposage temporaire de ces matériaux avant leur mise en place finale doit être réalisé dans l'emprise définie en annexe I ou en annexe II.</p> <p>Le recouvrement part du dôme du tas et inclus les flans jusqu'au fossé périphérique décrit à l'article 2.1.3 conformément au schéma en annexe III.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la présente inspection, il a pu être constaté le regroupement des tas de «capping » suivant le plan de principe établi le 02 avril 2021 avec une mise en forme cohérente avec le plan en coupe du 25 novembre 2019 dénommé "Hypothèse de stockage - Stockage non différencié avec couverture". Les «capping » sont bien regroupés sur la zone identifiée à l'annexe II de l'arrêté du 25 juin 2021.</p> <p>Le plan d'exécution en date du 09 mars 2023 reprend les altitudes du tas, les zones de déblai/remblai et la couverture finale par des graves traités à la bentonite. Les tests de perméabilité réalisés sur la période du 22 mai au 07 juin 2023 présentent des résultats conformes avec des résultats de perméabilité $K < 1.10^{-9}$ m/s.</p> <p>Les analyses menées sur les matériaux de recouvrement mettent en évidence des teneurs en fractions solubles supérieures à la valeur de référence reprise en annexe de l'arrêté du 12 décembre 2014 mais ont été jugées acceptables au regard du passé et des enjeux environnementaux du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mise en œuvre des mesures de gestion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Fossé périphérique

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A l'issue des travaux de regroupement et de recouvrement décrits dans les articles 2.1.1 et 2.1.2, un fossé est mis en place autour du tas de « capping » et réalisé conformément au schéma de l'annexe III. Ce fossé est dimensionné pour collecter les eaux météoriques et de ruissellement, et assurer qu'il n'y ait jamais de débordement. Ce fossé permet l'infiltration et l'évaporation de ces eaux, qui ne sont jamais en contact avec les « capping ». Les zones du fossé en contact avec les eaux météoriques ne doivent en aucun cas être constituées de « capping ».</p> <p>La mise en place d'un rejet à débit régulé dans le fossé situé au nord du projet est réalisé pour permettre des temps de vidange concordant avec la reprise d'une nouvelle pluviométrie.</p> <p>Ces eaux sont analysées semestriellement, a minima sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - métaux : arsenic, chrome, manganèse, antimoine, cadmium, nickel, cuivre, zinc, plomb, fer, lithium - hydrocarbures (HCT, HAP, benzène) - dioxines, et furannes <p>Le rejet dans le milieu naturel ne pourra se faire que sous réserve de respecter les VLE indiquées dans l'article 2.2.3 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>La présente visite d'inspection a permis de constater la réalisation d'un fossé périphérique destiné à recevoir les eaux météoriques s'écoulant sur le tas de «capping » remodelé. Les eaux s'infiltrent dans les eaux souterraines et un dispositif de régulation du débit est présent pour assurer un rejet dans le milieu naturel en cas de trop plein lors d'épisodes pluvieux significatifs.</p> <p>Une surveillance des eaux superficielles pendant les travaux du «capping » a pu être menée en mai 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Mise en œuvre des mesures de gestion

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Géométrie du tas final</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La géométrie du stockage de « capping » a une pente de l'ordre de 3/2. La hauteur du tas ne doit pas excéder la hauteur de 12 m. La géométrie finale doit permettre de garantir la tenue du tas dans le temps ainsi que sa surveillance, conformément à ce que prévoit l'article 2.5.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un plan d'exécution des travaux en date du 09 mars 2023 reprend le plan de réaménagement des travaux du «capping » en précisant les altitudes du tas, les déblais/remblais et les zones recouvertes.</p> <p>Les altitudes reprises justifient une hauteur du tas toujours inférieure à 12m. Suivant le plan, les pentes sont inférieures à 3/2.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Mise en œuvre des mesures de gestion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux dans le cadre du chantier
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement du chantier sont canalisées dans des fossés de récupération. Des analyses sont faites a minima sur les paramètres suivants : - métaux : arsenic, chrome, manganèse, antimoine, cadmium, nickel, cuivre, zinc, plomb, fer, lithium - hydrocarbures (HCT, HAP mentionnés ci-dessous, benzène) - dioxines, et furannes En fonction des résultats mesurés, ces eaux peuvent être rejetées dans le milieu naturel si elles sont conformes aux valeurs limites reprises au sein du présent article.
Constats : HAROPA a communiqué les résultats des analyses menées sur les eaux météoriques durant la phase chantier, prélèvements menés le 09 mai 2023. La liste des paramètres analysés est conforme à la liste des paramètres reprise à l'article 3 et les résultats transmis justifient le respect des valeurs limites fixées par le même article.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mise en œuvre des mesures de gestion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport final de réhabilitation
Prescription contrôlée : A l'issue des travaux, le Grand Port Maritime du Havre établit un rapport final de réhabilitation, qu'il transmet à l'inspection des installations classées sous quatre mois à compter de la fin des opérations. Celui-ci comporte au minimum : <ul style="list-style-type: none">• un mémoire de fin de travaux décrivant les différentes opérations entreprises : déroulement du chantier, ; volume des « capping » déplacés ; volume et nature des matériaux utilisés pour le recouvrement, et justification de leur conformité vis-à-vis de l'article 2.1.2 du présent arrêté ;• des documents photographiques illustrant les principales opérations ;• un plan du site après travaux précisant la localisation et le volume final des « capping »,• les documents justifiant de l'élimination de tous les déchets générés pendant ces opérations et les bordereaux de suivi associés ;• comme mentionné à l'article 2.1.1, le cas échéant, le diagnostic des sols et des eaux souterraines de la zone libérée, ainsi que la réalisation d'une analyse des risques résiduels après travaux afin d'examiner la compatibilité sanitaire entre l'état de cette zone et un usage industriel. Cette analyse des risques résiduels est réalisée à partir des concentrations résiduelles mesurées dans les sols et dans les gaz du sol, et propose le cas échéant les mesures de gestion rendues nécessaires pour atteindre l'objectif de compatibilité sanitaire du sol avec l'usage futur et les éventuelles propositions de limitations ou d'interdictions d'usage du sol ou du sous-sol. Ces mesures seront tracées au travers du dossier d'instauration de servitudes d'utilité publique ;• un dossier d'instauration de servitudes d'utilité publique.
Constats :

En préparation de la présente visite d'inspection, HAROPA PORT a transmis divers justificatifs, plans, analyses sans une mise en forme globale.
Une interprétation de l'état des milieux initiée en date du 20 juin 2023 doit faire l'objet de compléments pour intégrer les résultats des prélèvements de gaz du sol.

Observations :

Le rapport dénommé "HAROPA Port Le Havre - Reconnaissance de la qualité des milieux" et référencé N2.22.047.0/DIAG-23 doit être complété et transmis à l'inspection des installations classées sous un délai inférieur à 3 mois.
Il devra accompagner sous le même délai le dossier complet et autoportant des travaux exécutés. Un relevé cadastral permettant de délimiter précisément le tas de « capping » et un dossier de servitudes d'utilité publique seront également transmis à l'inspection des installations classées pour instruction.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 90 jours

N° 7 : Mise en œuvre des mesures de gestion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 5 (5.1 à 5.4)

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

L'exploitant procède à une surveillance de la qualité des eaux souterraines par la réalisation de prélèvements dans le réseau existant constitué de 3 piézomètres (PZA – PZB – PZC) et indiqué sur l'annexe IV.

Constats :

Par transmission en date du 03 juillet 2023, HAROPA a adressé à l'inspection des installations classées les résultats de la surveillance des eaux souterraines, campagne de mars 2023 (période avant les travaux) et mai 2023 (période après les travaux) au travers des 3 ouvrages PZA, PZB et PZC.

Les paramètres analysés sont conformes à la liste reprise à l'article 5.4 excepté pour la demande chimique en oxygène (DCO). Ces premiers résultats pendant les travaux seront à examiner au regard de leur tendance lors des prochaines campagnes qui seront réalisées en régime stabilisé post-travaux.

Observations :

Les résultats de la campagne post-travaux et de celle 6 mois après les travaux réalisée simultanément avec celle prévue au travers des piézomètres présents sur les parcelles voisines

(repris à l'annexe IV de l'arrêté préfectoral du 25 juin 2021) seront à transmettre, dès réception, à l'inspection des installations classées par l'intermédiaire de l'application dédiée, GIDAF.

Type de suites proposées : Sans suite